

note n°06/2016

15 février 2016

Bruno Tertrais

Maître de recherche, Fondation
pour la recherche stratégique

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Les interventions militaires, cause de terrorisme ?

Résumé

Il est erroné de voir dans les interventions militaires occidentales la cause principale du terrorisme djihadiste. Les liens de causalité entre interventions et terrorisme sont assez ténus, y compris en ce qui concerne la France.

Abstract

It would be a mistake to consider that Western military interventions are the main cause of jihadist terrorism. The causal links between interventions and terrorism are rather tenuous, including as far as France is concerned.



Dès le lendemain du 13 novembre 2015, quelques intellectuels ont cru bon de mettre en cause la politique extérieure de la France, et de lui attribuer une large part de responsabilité indirecte dans les attaques qui ont endeuillé notre pays.

Mais il faut se méfier, dans ce domaine, des raisonnements simplistes et des causalités douteuses. Bien sûr, il arrive que les interventions soient une cause de terrorisme, mais c'est au fond assez rare.

Les interventions militaires ne génèrent pas forcément le terrorisme

La plupart des grandes interventions militaires ne génèrent pas de terrorisme. A-t-on vu les Irakiens détester l'Europe après la guerre du Golfe ? Les Serbes nous poursuivre de leur

vindictes après le Kosovo ? Les attentats se multiplient à cause de notre intervention en Libye ? Dire que les bombardements conduisent à « mobiliser une partie des peuples au Moyen-Orient contre nous » (Dominique de Villepin) est simpliste. Les « dommages collatéraux » créeraient nécessairement des rancœurs inextinguibles ? Ils sont parfois significatifs, et des erreurs inexcusables sont commises. Mais les victimes civiles sont inévitables dans toute guerre, et acceptables si le bénéfice attendu est supérieur au coût possible en vies humaines.

Y a-t-il aujourd'hui une haine de l'Amérique en Allemagne et au Japon, alors même que les bombardements meurtriers du second conflit mondial relèveraient aujourd'hui du crime de guerre ? Les populations des villes normandes rasées par les raids américains poursuivent-elles les États-Unis de leur haine ?

En Afghanistan, au Pakistan, au Yémen, les bombardements sont rarement un facteur de recrutement et de motivation pour les groupes terroristes (études assez précises sur l'impact des frappes de drones). Faire du terrorisme au Mali en 2012 une conséquence directe de l'intervention internationale en Libye en 2011 est peu convaincant : on a trouvé peu d'armes des arsenaux du colonel Kadhafi au nord-Mali.

Daesh n'est pas l'enfant de l'intervention américaine en Irak

Le développement du terrorisme en Irak après 2003 n'avait rien d'inévitable, et la responsabilité américaine – indirecte – n'est qu'une partie du problème. Ses racines se trouvaient aussi dans la « campagne d'islamisation » menée par Saddam Hussein à partir de 1993, donnant naissance à ce que l'on a parfois appelé le « baasisme-salafisme ». Si l'occupation de l'Irak avait été mieux préparée (contrairement au Département d'État – et aux néoconservateurs – MM. Cheney et Rumsfeld se moquaient totalement de la reconstruction de la société politique irakienne), si l'armée et le parti Baas n'avaient pas été dissous, nous n'en serions peut-être pas là. Faire de Daesh l'enfant de l'occupation américaine est un raccourci douteux. En 2010, Al-Qaeda en Irak n'existait quasiment plus. C'est la politique du Premier ministre Nouri al-Maliki, soutenue par Téhéran, qui l'a ressuscitée. Et Daesh n'aurait jamais crû si rapidement sans la répression syrienne, la guerre civile et son instrumentalisation par Bachar el-Assad n'avaient pas eu lieu.

Le terrorisme peut se développer sans interventions militaires

A l'inverse, le phénomène djihadiste n'a pas besoin des interventions pour se développer, comme on le voit tous les jours en Asie du sud (Inde, Pakistan, Bangladesh), ou en Afrique (Nigéria, Centrafrique). Nul besoin d'intervenir pour être menacé : quand Daesh menace l'Allemagne en le traitant de « pays croisé », on peine à reconnaître notre voisin. L'intersection des deux cercles « interventions » et « terrorisme » est donc limitée.

Ne pas intervenir peut accroître la menace terroriste

Quand on parle du coût des interventions en termes de terrorisme, il faut ouvrir la réflexion : cela aurait souvent pu être bien pire sans intervention...

Si l'on avait laissé l'Afghanistan être le sanctuaire d'Al-Qaeda, croit-on que cette organisation serait moribonde ? Personne ne peut dire que c'était une bonne chose d'envahir l'Irak, mais en imaginer sérieusement que le pays serait aujourd'hui un havre de paix et de stabilité si les Américains n'avaient pas renversé Saddam Hussein est une hypothèse pour le moins hasardeuse – tout aussi probable qu'on aurait une situation analogue à celle de la Syrie...

De même en Libye, le point de non-retour était déjà atteint en février 2011 avant l'intervention : peut-on penser sérieusement que l'État libyen aurait pu retrouver son intégrité même en l'absence d'intervention ?

Le meilleur exemple est sans doute celui de la Syrie : comme le rappelle Jean-Pierre Filiu, la décision américaine de non-intervention en septembre 2013 a signalé le début de l'expansion fulgurante de Daesh.

La France est menacée qu'elle intervienne ou non

Qu'en est-il plus précisément en ce qui concerne la France ?

Le terrorisme peut être lié à notre politique étrangère : cela a été le cas dans les années 1980 à propos de l'Irak, du Liban, de la Libye. Mais l'hypothèse de la revanche terroriste n'est pas en soi une raison *a priori* de ne pas intervenir. En 1983, fallait-il laisser le Liban descendre dans l'enfer ? En 2001, fallait-il laisser l'Afghanistan devenir un sanctuaire pour Al-Qaeda ? En 2016, faut-il laisser Daesh

s'étendre des deux côtés de la ligne Sykes-Picot ?

Il ne faut pas inverser les responsabilités : les interventions françaises ont souvent lieu à *cause* de la menace terroriste. C'était le cas au Mali (menaces sur les ressortissants français et prises d'otages). C'est le cas en Irak et en Syrie.

La plupart des interventions françaises ne génèrent pas de terrorisme. L'Irak en 1991, la Libye en 2011, nos interventions en Afrique n'ont pas généré d'actes de terrorisme irakien ou libyen ou africain sur notre sol.

Et la plupart des actes de terrorisme en France n'ont pas grand-chose à voir avec les interventions militaires françaises. Les attentats de Carlos en 1982, celui de la Rue des Rosiers la même année, celui de l'ASALA en 1983 n'étaient pas liés à nos interventions. La campagne de 1985-1986 relevait de la coercition : il s'agissait de libérer de soi-disant « prisonniers politiques ». Les attentats de 1995 relevaient de la problématique de la guerre civile en Algérie et de tentatives d'instrumentalisation de la France. En 2000, on a déjoué un attentat à Strasbourg qui aurait pu être d'une extrême gravité – de nouveau, rien à voir avec nos interventions.

Enfin, ni Mohamed Merah, ni Medhi Nemmouche, ni les frères Kouachi n'étaient motivés par nos interventions militaires. Ahmed Koulibaly prétend agir en rétorsion contre l'intervention en Irak mais s'en prend... à un quartier juif en banlieue et à un magasin cacher à Paris. Cherchez l'erreur.

Le 13 novembre n'a pas été causé par nos interventions

Quid des attentats de novembre ?

D'abord, soyons lucides sur la rhétorique de Daesh : l'organisation tente de nous enfermer dans un choix diabolique : la soumission ou l'intervention au sol afin de refermer sur nous un « piège afghan ».

Notons ensuite que l'intervention en Irak et en Syrie n'est que la troisième des motivations de Daesh (« Avoir osé insulter le prophète », « S'être vantés de combattre l'islam en France », « Avoir frappé les musulmans en terre du Califat »). Et que le Bataclan avait été menacé dès 2009 du fait de l'identité de ses propriétaires. Laissons parler Gilles Kepel : « Je suis persuadé que les djihadistes auraient de toute façon trouvé un prétexte ». Nous sommes ciblés pour ce que nous sommes : une ancienne puissance coloniale au Moyen-Orient, un pays laïc (« capitale de la prostitution et du vice »), et un État hébergeant la plus grande population musulmane d'Europe : c'est sur notre terre que Daesh espère causer la guerre civile. Et inverser le flux des migrants...

Enfin, causalité n'est pas responsabilité. Dire que celui qui est intervenu est responsable des actes commis (c'est la thèse du « retour de bâton ») revient au fond à dire que les journalistes de Charlie-Hebdo sont responsables des attentats de janvier 2015.◇

Auteur

Bruno Tertrais est Maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique.

Dernières publications

- Isabelle Facon, « La nouvelle Stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie (présentation analytique) », note n° 05/2016, 10 février 2016
- Gérard Gérold, « La succession à Kinshasa : les leçons de l'Afrique », note n° 04/2016, 8 février 2016

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS-TOUS DROITS RÉSERVÉS